Arpentage des terres—Loi

[Français]

LA LOI SUR L'ARPENTAGE DES TERRES DU CANADA
MESURE TENDANT À MODIFIER CERTAINES DISPOSITIONS DE LA
LOI

L'hon. Otto E. Lang (au nom du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources) propose: Que le bill C-4, tendant à modifier La loi sur l'arpentage des terres du Canada, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Maurice Dupras (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le président, le bill C-4, que j'ai l'honneur de présenter, prévoit des amendements à la loi sur l'arpentage des terres du Canada, amendements qui permettront de diriger et d'administrer plus efficacement l'arpentage des terres publiques du Canada. Ces terres, d'après la définition donnée dans la loi sur l'arpentage des terres du Canada, dans sa forme actuelle, désigne «tout terrain, situé dans les Territoires du Nord-Ouest, le territoire du Yukon ou l'un quelconque des parcs nationaux du Canada, qui appartient à Sa Majesté du chef du Canada ou que le gouvernement du Canada a le droit d'aliéner, ainsi que tout terrain qui est terre cédée ou une réserve, selon la définition qu'en donne la Loi sur les Indiens.»

La loi actuelle sur l'arpentage des terres du Canada prévoit également la nomination d'une commission d'examineurs qui vérifiera toutes les questions relatives à l'examen, à l'admission et à la compétence des candidats à un brevet d'arpenteur fédéral ou à un certificat de topographe fédéral.

[Traduction]

La loi sur l'arpentage des terres du Canada, qui est entrée en vigueur en janvier 1952, remplaçait l'ancienne loi des arpentages fédéraux. Depuis, elle a été modifiée à deux reprises, en 1956 puis en 1966. Suite à l'accroissement des travaux d'exploration au large des côtes canadiennes et des rapides progrès réalisés dans les techniques d'arpentage, surtout ces dernières années, de nouvelles modifications s'imposent.

Il y aurait lieu d'élargir l'application de la loi afin de confier à un pouvoir législatif l'arpentage légal nécessaire pour la gestion et le contrôle des ressources sous-marines et de faciliter l'administration, la direction et le contrôle de l'arpentage des terres du Canada. Aussi, l'expression «terres publiques» a-t-elle été remplacée par l'expression «terres fédérales», dont la signification est plus large et mieux appropriée à la nouvelle loi. En outre, il est nécessaire de redéfinir les normes professionnelles des arpenteurs fédéraux pour les faire correspondre aux progrès rapides de la technologie.

Les nouvelles normes devraient être suffisamment vastes pour comprendre toutes les personnes faisant de l'arpentage, que ce soit sur le continent, sur ou sous l'eau—principalement au large des côtes—dans les airs, y compris au moyen de satellites, et qui s'occupent également de l'interprétation—du traitement et de la diffusion des données qui découlent de ces travaux. Il est également nécessaire de réévaluer les exigences de scolarité et d'expérience en raison des nouvelles méthodes de sélection des arpenteurs fédéraux et d'accroître nombre des examineurs de la Commission chargée d'administrer efficacement ce qui constitue, essentiellement, un bien public.

[L'Orateur suppléant (M. Ethier).]

[Français]

Monsieur le président, l'un des principaux objectifs de ces amendements, c'est précisément le fait de soumettre à l'administration de cette loi les levés officiels qui se font dans les régions situées au large des côtes, comme c'est le cas pour les terres du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, les réserves indiennes et les terres cédées ainsi que les parcs nationaux. A l'heure actuelle, le règlement sur les terres pétrolifères et gazifères du Canada stipule que seul un arpenteur fédéral peut effectuer un levé officiel des terres du Canada prises dans le sens où l'entend le règlement. Le ministère a l'intention d'appliquer les dispositions de la loi sur l'arpentage des terres du Canada à tous les levés officiels effectués au large des côtes, ainsi qu'à la spécification des normes relatives à ces levés.

Un autre objectif de ces amendements, c'est le fait de conférer aux commissaires du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest le pouvoir de faire entreprendre le levé des terres du Canada qu'ils administrent dans leurs territoires respectifs. Actuellement, la loi autorise les ministres chargés de l'administration des terres du Canada à faire entreprendre le levé de ces terres, mais comme l'administration des portions de terrain qui englobent les communautés des territoires a été transférée aux commissaires-en-conseil, ce pouvoir devrait également être conféré aux commissaires.

Un troisième objectif, c'est d'abroger les articles en rapport avec l'exigence d'agencer les terres du Canada en *townships* de figure quadrilatérale, sauf instructions contraires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Ce système, conçu à l'origine pour la subdivision des terres dans les provinces des Prairies ne convient pas, car il prévoit l'établissement d'un réseau rectangulaire de réserves pour routes équidistantes du nord au sud et de l'est à l'ouest. Il est bien évident qu'un tel système n'est point pratique dans les régions montagneuses ou accidentées, comme il en existe dans les Territoires du Yukon et du Nord-Ouest, et virtuellement dans tous les parcs nationaux, ainsi que dans plusieurs réserves indiennes. De plus, l'abrogation de ces articles supprimerait tout besoin de modifier la loi en raison d'adoption du système métrique.

En ce qui a trait à la nécessité de redéfinir les normes professionnelles des arpenteurs fédéraux, il conviendrait d'améliorer la qualité de l'arpentage des terres du Canada en veillant à ce que les arpenteurs aient de meilleures qualifications et connaissent notamment les principes d'arpentage dans les régions situées au large des côtes du Canada. Il serait en outre souhaitable de conférer un nouveau titre aux arpenteurs, soit celui d'arpenteur du Canada, lequel remplacerait et supplanterait les désignations arpenteur fédéral et topographe fédéral. Il conviendrait également de placer sous cette dénomination les professionnels devant satisfaire aux exigences requises dans le domaine de l'arpentage des terres du Canada, car dans cette ère nouvelle les conditions sont en perpétuelle évolution, peu importe si ces professionnels œuvrent sur terre, sur mer, dans les fonds marins ou du haut des airs. Ce nouveau titre s'inscrira dans l'esprit de la nouvelle définition de «terres du Canada» qui sera donnée dans la loi.

Il est proposé que le nombre de membres de la commission d'examineurs soit porté de trois à cinq, et que quatre de ces membres soient représentatifs des principaux domaines de l'arpentage.